Séance publique du 9 juillet 2007

Délibération n° 2007-4228

commission principale : déplacements et urbanisme

objet : **Gens du voyage - Gestion des aires d'accueil - Règlement intérieur**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des politiques d'agglomération - Mission habitat

Le Conseil,

Vu le rapport du 19 juin 2007, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Depuis le 1er janvier 2006, la Communauté urbaine est compétente en matière de gestion des aires d'accueil des gens du voyage, en vertu de la délibération n° 2005-2846 en date du 11 juillet 2005 portant approbation du transfert de compétence des Communes à la Communauté urbaine de la gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

La gestion des aires d'accueil nécessite la réalisation et l'application d'un règlement intérieur. Ce règlement intérieur ainsi que ses éventuelles modifications doivent être conformes au règlement validé par la commission départementale consultative des gens du voyage, aux termes de l'article 1er de la loi du 5 juillet 2000. Le règlement intérieur doit également être approuvé par la Commune ou la Communauté de communes en charge de la gestion des aires pour prendre toute sa force exécutoire.

Ce règlement intérieur sert de fondement à la conclusion des conventions d'occupation temporaire des aires d'accueil des gens du voyage.

Il décrit les conditions générales d'utilisation de l'aire d'accueil, l'accès à l'aire d'accueil, les modalités d'occupation par les usagers, les contributions financières des usagers, les obligations à la charge des usagers et la responsabilité encourue en cas de non-respect de ces obligations ainsi que diverses dispositions relatives à la propreté de l'aire ou à la scolarisation des enfants.

Le préambule contient le rappel des textes réglementaires, la référence au schéma départemental, la délibération n° 2005-2846 en date du 11 juillet 2005 portant transfert de la compétence des Communes en matière de réalisation et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage vers la Communauté urbaine et les délibérations des Communes approuvant ce transfert de compétences.

Les conditions générales du règlement intérieur rappellent la description de l'aire d'accueil, le nombre de caravanes autorisé sur l'aire ainsi que le type de véhicules admis par emplacement. Elles définissent les conditions de stationnement des caravanes ou véhicules et les conditions de fermeture de l'aire par la Communauté urbaine.

Les conditions d'accès à l'aire d'accueil sont précisées et rappellent, notamment, les obligations suivantes qui pèsent sur l'utilisateur : la présentation d'une pièce d'identité et de la carte grise de la caravane, remise en début de séjour, le versement d'une caution, la signature de la convention et la nécessité d'établir un état de lieux contradictoire.

Les modalités d'occupation rappellent les durées de séjour maximales autorisées, en fonction des aires : six ou neuf mois par période de douze mois et la nécessité de respecter un délai de carence de 48 heures pour réattribuer un emplacement afin de vérifier les matériels et remettre en état les lieux.

Les dispositions financières établissent le montant de la caution ainsi que celui de la redevance, arrêté par délibération de la Communauté urbaine. Elles imposent le paiement des consommations d'eau et d'électricité, ce paiement des redevances et fluides devant intervenir par période de sept jours d'avance. Une facture mensuelle doit être réalisée.

Des dispositions rappellent les responsabilités de chacun quant aux contraintes imposées par la vie en collectivité, de même que celles qui pèsent sur l'occupant en tant que gardien des personnes et des choses dont il a la garde et des tiers qu'il héberge sur sa place ou son emplacement, les règles d'entretien et d'hygiène ; les interdictions relatives au ferrailage, au stockage et au brûlage sont également précisées.

Une scolarisation des enfants en âge d'être scolarisés est prévue.

Les sanctions en cas de manquements au règlement intérieur sont prévues : procédure de mise en demeure à mettre en œuvre par le gestionnaire de l'aire, procédure d'expulsion des occupants sans droit ni titre, par la Communauté urbaine, fermeture immédiate de l'aire en cas d'atteinte grave et généralisée à l'ordre public ou de sécurité ;

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de sa commission déplacements et urbanisme ;

DELIBERE

Approuve le règlement intérieur des aires d'accueil des gens du voyage.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,